



CHAPITRE 149

Loi modifiant la charte de la ville d'Anjou

[Sanctionnée le 10 mars 1960]

CHAPTER 149

An Act to amend the charter of the town of Anjou

[Assented to, the 10th of March, 1960]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville d'Anjou, dans le district de Montréal, a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est nécessaire de modifier sa charte la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 114, modifiée par les lois 6-7 Elizabeth II, chapitre 100, et 7-8 Elizabeth II, chapitre 99, afin de lui accorder de nouveaux pouvoirs pour la bonne administration de ses affaires et pour l'intérêt de ses contribuables;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

Enlève-
ment de la
neige, etc.

1. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville en ajoutant après le paragraphe 11^a, le paragraphe suivant:

"11^b Pour effectuer ou concéder le service d'enlèvement de la neige dans les rues et ruelles de la ville et de l'enlèvement et de l'incinération des ordures ménagères dans la ville; pour prescrire la nature des matériaux, les dimensions et le poids des réceptacles où doivent être déposées les ordures ménagères et pour interdire à cette fin l'usage de tous réceptacles non construits conformément aux dispositions du règlement."

Preamble.

WHEREAS the town of Anjou, in the district of Montreal, has, by its petition, represented:

That it is necessary to amend its charter, the act 4-5 Elizabeth II, chapter 114, amended by the acts 6-7 Elizabeth II, chapter 100, and 7-8 Elizabeth II, chapter 99, so as to grant it new powers for the proper administration of its affairs and in the interest of its ratepayers;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 11^a, the following paragraph:

"11^b. To carry out or contract for the service of snow removal in the streets and lanes of the town and of the removal and incineration of household garbage within the town; to prescribe the kind of material and the dimensions and weight of the receptacles in which household garbage must be deposited, and to prohibit the use for such purpose of any receptacle not made in accordance with the provisions of the by-law."

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

Snow
removal,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.
Identi-
fication
du
chauffeur.

2. L'article 429 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en y ajoutant après le paragraphe 27^b, le suivant: "27^c Pour exiger qu'une carte d'identité comprenant la photo du propriétaire ou du conducteur ou chauffeur ou de la personne en charge soit placée dans la voiture à la vue des voyageurs; décréter que tout permis émis en faveur d'un propriétaire de taxi ou d'un chauffeur ou conducteur peut être annulé de façon temporaire ou absolue, en tout temps, en raison d'infractions à la Loi des véhicules automobiles, aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques, au Code criminel du Canada, et que telle annulation pourra être absolue dans le cas de récidive."

S.R.,
c. 233,
a. 473a,
aj. pour
la ville.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 473, le suivant:

Fonds
indus-
triel au-
torisé.

"**473a.** Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la ville est autorisée à créer, par règlement, un fonds industriel d'un montant n'excédant pas trois cent mille (\$300,000.00) dollars, moyennant toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt. Le conseil de la ville, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, pourra alors contracter un ou des emprunts dont le total n'excédera pas trois cent mille (\$300,000.00) dollars, pour acquérir, de gré à gré ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou prendre à bail des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales ou industrielles et à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires, pour l'établissement d'industries qui seraient à l'avantage de toute la population. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au prix de revient, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur lesdits emprunts.

Emploi
des som-
mes per-
çues.

Tout montant provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la

2. Section 429 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 27^b, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429, am.
for town.
Identi-
fication of
chauffeur.

"27^c. To require that an identity card bearing the photograph of the owner, driver or chauffeur or of the person in charge be placed in the car in sight of the passengers; to order that any permit issued to a taxi owner or chauffeur or driver may be temporarily or permanently revoked, at any time, by reason of offences against the Motor Vehicles Act, the provincial laws respecting alcoholic liquors, the Criminal Code of Canada, and that such revocation be permanent in the case of a second offence."

3. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after section 473, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 473a,
added for
town.

"**473a.** Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the town is authorized to establish, by by-law, an industrial fund in an amount not exceeding three hundred thousand (\$300,000.00) dollars, subject to all the approvals required by law for loan by-laws. The town council subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, may then contract one or more loans the total of which shall not exceed three hundred thousand (\$300,000.00) dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole population. The town is authorized to sell or lease the said immovable or immovables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost price and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the debt on the said loans.

Industrial
fund au-
thorized.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the town in the

Employ
of sums
received.

ville à ce sujet, et au paiement du capital, des intérêts et aux dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des constructions et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions soit garanti par première hypothèque sur les terrains et constructions. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la ville au même titre que les immeubles.

Recouvrement.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra recouvrer les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec, et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir d'emprunt non affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriel n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville pour les fins municipales."

S.R., c. 233, a. 502a, aj. pour la ville.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 502, le suivant:

Avis de départ de locataire.

"502a. Tout locataire ou occupant doit donner avis écrit au secrétaire-trésorier de la ville, qu'il abandonne ou quitte le local sujet à la taxe d'eau; sinon, il reste assujéti à son paiement pour toute l'année courante. Si le locataire ou l'occupant donne cet avis, le conseil, sur preuve qu'il a effectivement évacué le local, doit rayer son nom comme locataire ou occupant dudit local et, si un nouveau locataire ou occupant en prend ensuite possession, inscrire le nom de ce dernier, pour avoir effet à compter de cette prise de possession.

premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The town shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the land and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the town on the same basis as the immoveables.

If the town should be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisition.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the town for municipal purposes."

Borrowing power not affected.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 502, the following:

R.S., c. 233, s. 502a, added for the town.

"502a. Every tenant or occupant shall give to the secretary-treasurer of the town a written notice that the abandons or leaves the premises subject to the water-rate; otherwise he shall remain subject to the payment of the same for the whole current year. If the tenant or occupant gives such notice the council, upon proof that he has effectively vacated the premises, shall strike out his name as tenant or occupant of the said premises and, if a new tenant or occupant afterwards takes possession thereof, shall enter the name of the latter, to be effective from such taking of possession.

Notice of departure of tenant.

Rem-
bourse-
ment.

Celui-ci est dès lors assujetti à ladite taxe payable à l'avance pour la proportion de l'année restant à courir et le locataire ou occupant précédent n'est responsable que pour la partie de l'année pendant laquelle il a occupé le local, quitte à obtenir de la municipalité le remboursement de ce qu'il a payé au-delà de sa période d'occupation."

The latter is then subject to the said tax payable in advance for the remaining portion of the current year and the former tenant or occupant is liable only for the part of the year during which he occupied the premises, and may obtain from the municipality the reimbursement of what he has paid in excess of his period of occupancy."

Reimbur-
sement.S.R.,
c. 233,
a. 575,
rem-
p. pour la
ville.
Vente.

5. L'article 575 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

5. Section 575 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 575,
replaced
for the
town.
Sale.

"575. Ces immeubles, ainsi acquis par la municipalité et qui n'ont pas été rachetés, doivent être vendus soit à l'enchère, soit par vente privée, selon que le conseil le décrète par résolution dans l'année qui suit l'expiration du délai pendant lequel le retrait pouvait être exercé.

"575. Immoveables so purchased by the municipality, which have not been redeemed, shall be sold, either at auction or at private sale, as the council may order by resolution, within the year next after the expiration of the delay in which redemption might have been exercised.

Nou-
veaux
délais.

Le ministre des affaires municipales même après ces délais peut cependant accorder ou ratifier de nouveaux délais à la demande du conseil, pour des raisons qu'il juge satisfaisantes.

The Minister of Municipal Affairs may, however, even after such delays, grant or ratify further delays, at the request of the council, for reasons which he deems sufficient.

Further
delays.Parc
public, etc

Nonobstant ce qui précède, le conseil a le pouvoir de décréter par règlement, qu'après l'expiration du délai pour retrait, tels immeubles ainsi acquis demeureront la propriété définitive de la municipalité pour servir comme parc public, terrain de jeux ou d'autres fins municipales.

Notwithstanding the foregoing, the council has the power to order by by-law, that after the expiration of the delay to redeem, such immoveables so acquired shall remain the absolute property of the municipality, to be used as a public park or playground or for other municipal purposes.

Public
park, etc.Approba-
tion.

Ce règlement n'aura force et effet qu'après approbation du ministre des affaires municipales."

Such by-law shall have force and effect only after approval by the Minister of Municipal Affairs."

Approval.

S.R.,
c. 233,
aa. 602a-
602d, aj.
pour la
ville.
Modifica-
tion au-
torisée.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 602, les suivants:

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 602, the following:

R.S.,
c. 233,
ss. 602a-
602d, add-
ed for
town.

"602a. Le conseil est autorisé à modifier le règlement d'emprunt numéro 76 qui a trait à l'égout collecteur Mercier, de façon à prélever les taxes, imposées en garantie dudit emprunt, suivant l'étendue en front ou suivant l'évaluation ou autrement, en vue de permettre des prélèvements de taxes uniformes et plus justes pour des travaux de même nature.

"602a. The council is authorized to amend loan by-law number 76, relating to the Mercier main sewer, so as to levy the taxes imposed to cover the said loan, proportionately either to the frontage or to the valuation or otherwise, with a view to enabling uniform and fairer tax levies to be made for works of the same kind.

Amend-
ment au-
thorized.

Idem.

"602b. Le conseil est autorisé à modifier les règlements d'emprunt numéros 47, 64, 84, 87 et 101, qui ont trait au

"602b. The council is authorized to amend loan by-laws numbers 47, 64, 84, 87 and 101, relating to the street lighting

Idem.

système d'éclairage des rues, de façon à prélever les taxes, imposées en garantie desdits emprunts, suivant l'étendue en front, ou suivant l'évaluation ou autrement, en vue de permettre des prélèvements de taxes uniformes et plus justes pour des travaux de même nature.

Amendement
autorisé.

"602c. Le conseil est autorisé à modifier les règlements d'emprunt numéros 32, 37, 46, 85, 88, 92, 102, 105, 113 et 114, qui ont trait à des travaux de pavage de rues et à des constructions de trottoirs, ainsi que le règlement numéro 70 qui a trait à un égout collecteur, de façon à prélever les taxes, imposées en garanties desdits emprunts, suivant l'étendue en front, ou suivant l'évaluation ou autrement, en vue de permettre des prélèvements de taxes uniformes et plus justes pour des travaux de même nature.

Approba-
tion.

"602d. L'exercice par règlement, des pouvoirs prévus aux articles 602a, 602b et 602c, est sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec."

Chemins
publics,
etc.

7. Les terrains suivants apparaissant comme chemins publics, rues ou ruelles aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, situés dans les limites de la municipalité, et non cotisés depuis trente ans, sont déclarés être la propriété de la ville:

a) 423 — 33, 73, 102, 142, 150, 179, 190, 219, 248, 259, 288, 296, 325, 336, 365, 394, 405, 434, 442, 471, 482, 511, 540, 551, 580, 588, 601, 612, 625, 638, 649 et 662;

b) 417 — 23, 36, 61, 74, 126, 139, 152, 164, 177, 190, 242, 255, 268, 280, 293, 306, 358, 371, 384, 396, 409, 422, 474, 487, 500, 512, 525 et 538;

c) 415 — 10, 21, 37, 50, 64, 78, 90, 104, 117, 132, 147, 159, 174, 187, 214, 215, 238, 270, 283, 301, 319, 330, 344, 356, 374, 392, 403, 421, 433, 452, 471, 501, 506, 507, 508, 509, 511, 512 et 513.

Ferme-
ture au-
torisée.

La ville peut fermer ces chemins publics, rues et ruelles et consentir à toutes personnes ou corporations un titre valide à ces terrains. Toutes réclamations et

system, so as to levy the taxes imposed to cover the said loans proportionately either to the frontage or to the valuation or otherwise, with a view to enabling uniform and fairer tax levies to be made for works of the same kind.

Amend-
ment au-
thorized.

"602c. The council is authorized to amend loan by-laws numbers 32, 37, 46, 85, 88, 92, 102, 105, 113 and 114, relating to paving works in streets and to the construction of sidewalks, and so by-law number 70 concerning a main sewer, so as to levy the taxes imposed to cover the said loans proportionately either to the frontage or to the valuation or otherwise, with a view to enabling uniform and fairer tax levies to be made for works of the same kind.

Approval.

"602d. The exercise, by by-law, of the powers provided for in sections 602a, 602b and 602c, shall be subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission."

Public
street,
etc.

7. The following lots shown as public roads, streets or lanes on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Longue-Pointe, situated within the limits of the municipality, and which have not been assessed for thirty year, are declared to be the property of the town:

a. 423 — 33, 73, 102, 142, 150, 179, 190, 219, 248, 259, 288, 296, 325, 336, 365, 394, 405, 434, 442, 471, 482, 511, 540, 551, 580, 588, 601, 612, 625, 638, 649 and 662;

b. 417 — 23, 36, 61, 74, 126, 139, 152, 164, 177, 190, 242, 255, 268, 280, 293, 306, 358, 371, 384, 396, 409, 422, 474, 487, 500, 512, 525 and 538;

c. 415 — 10, 21, 37, 50, 64, 78, 90, 104, 117, 132, 147, 159, 174, 187, 214, 215, 238, 270, 283, 301, 319, 330, 344, 356, 374, 392, 403, 421, 433, 452, 471, 501, 506, 507, 508, 509, 511, 512 and 513.

The town may close such public roads, streets and lanes and grant to any person or corporation a valid title to such lots.

Closing
author-
ized.

Every claim and right of action for the

droits d'action de propriété quant à ces lots ou parties de lots sont absolument éteints et prescrits s'ils n'ont pas été exercés par action intentée devant une cour de justice de juridiction compétente dans l'année suivant la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et en français dans un journal quotidien français et en anglais dans un journal quotidien anglais du district de Montréal, d'un avis de la sanction de la présente loi reproduisant le présent article.

ownership of such lots or portions of lots shall be absolutely extinguished and prescribed, if they have not been exercised by suit brought before a court of competent jurisdiction within one year following the publication in the *Quebec Official Gazette*, and in French in a daily French newspaper and in English in a daily English newspaper of the district of Montreal of a notice of the sanction of this act containing a reproduction of this section.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la ville.
Station-
nement.

8. L'article 429, paragraphe 4^b de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"4^b Pour établir et entretenir des endroits où peuvent stationner les véhicules automobiles, construire des édifices pour fins de stationnement, installer des chronomètres de stationnement ou autre système de perception et fixer des tarifs pour l'usage de ces endroits. La ville aura le pouvoir d'approprier les revenus provenant des parcomètres ou de tout autre système de perception, d'une partie ou de toute la municipalité, au remboursement des emprunts contractés pour l'établissement de terrains ou de bâtisses destinés au stationnement."

8. Paragraph 4b of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"4b. To establish and maintain parking places for motor vehicles, erect buildings for purposes of parking, install parking chronometers or other means of collection there and fix tariffs for the use of such places. The town shall have the power to appropriate the revenues from the parking meters or other system of collection, from a part or the whole of the municipality, for the reimbursement of loans contracted for the establishment of grounds or buildings destined for parking."

R.S.,
c. 233,
s. 429, am.
for the
town.
Parking.

Service
d'autobus.

9. Nonobstant toute loi inconciliable, le conseil peut, par règlement, décréter l'établissement et l'opération d'un service d'autobus dans la municipalité, ou aider au moyen de subventions ou d'exemptions de taxes municipales toute personne, société, corporation ou syndicat fournissant tel service.

9. Notwithstanding any law to the contrary, the council can, by by-law, establish and operate an autobus service in the municipality, or assist by means of subsidies or exemptions from municipal taxation any person, firm, corporation or syndicate operating such service.

Autobus
service.

Paiement
des sub-
ventions.

Telles subventions seront payées à même les fonds généraux disponibles, et non autrement appropriés.

Such subsidies shall be paid out of the general funds available and not otherwise appropriated.

Payment
of sub-
sidies.

Approba-
tion.

Tout règlement ainsi adopté devra, pour avoir vigueur et effet, être approuvé par la Commission municipale de Québec et par la Régie des transports.

Any such by-law shall be approved, before coming into force, by the Quebec Municipal Commission and the Transportation Board.

Approval.

Secrétaire-
trésorier.

10. Le conseil ne pourra diminuer le salaire ou traitement du secrétaire-trésorier, ni le destituer ou le remplacer que sur résolution adoptée par le vote des trois quarts de tous ses membres.

10. The council may reduce the salary or wages of the secretary-treasurer and may dismiss or replace him only upon a resolution adopted by the three-fourths of its members.

Secretary-
treasurer.

S.R.,
c. 233,

11. L'article 522 de la Loi des cités et villes, modifié pour la ville par la loi

11. Section 522 of the Cities and Towns Act, amended for the town by

R.S.,
c. 233,

a. 522,
am. pour
la ville.

4-5 Elizabeth II, chapitre 114, et par la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 99, est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Effet
rétro-
actif.

"L'alinéa qui précède est en vigueur depuis le premier janvier 1955."

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

the act 4-5 Elizabeth II, chapter 141, s. 522, am. and by the act 7-8 Elizabeth II, chapter 99, is again amended by adding the following paragraph:

"The precedent paragraph is in force as of January first, 1955."

Retroac-
tive effect.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.